



## FICHE D'INTERVENTION PPECF



N° Contrat	Titre et lieu de l'intervention			Pays			
C113	Analyse des opportunités de réhabilitation des infrastructures sociales dans le PEA 190			RCA			
Thématique <sup>1</sup>							
1	Systèmes de certification	7	EFIR	13	Gestion et protection de la faune	19	Traçabilité
2	Réseaux professionnels	8	Social interne	14	HVC	20	Etude / Diagnostic / Plan d'action
3	Conditions cadres gestion durable	9	Populations riveraines	15	Management	21	Marketing
4	Partenariat au niveau paysage	10	Populations autochtones	16	Suivi-évaluation	22	Communication / sensibilisation
5	Légal et réglementaire	11	Développement local	17	Hygiène, Sécurité, Santé	23	Monitoring PPECF
6	Technique aménagement	12	Environnemental	18	Formation/coaching	24	Facilitation et avis externes

Bénéficiaire(s)	Type	Prestataire(s)	Mode d'attribution
<a href="#">SINFOCAM (Groupe VICWOOD)</a>	Concessionnaire	Thomas MARTENSSON	Gré à gré

Montant total de l'intervention (Euro)	Financement PPECF (Euro)	Cofinancement bénéficiaire(s)	Signature (date)	Durée prévue	Durée effective
11.500	11.500	0 % de l'intervention 0 % des honoraires	29.02.2016	2 mois	2 mois

Commentaires
Honoraires du consultant : 350€/j Etude initié par le gestionnaire du PPECF suite à une mission de terrain à Bayanga

Principes et critères du référentiel FSC ou OLB/VLC ciblés
<b>C4.4</b> L'Organisation doit mettre en œuvre, par le biais d'une concertation avec les communautés locales, d'autres activités contribuant à leur développement social et économique, proportionnellement à l'échelle, à l'intensité et aux impacts socio-économiques de ses activités de gestion.
<b>C5.4</b> L'Organisation doit privilégier la transformation locale, les services locaux et la valorisation locale, lorsque cela est possible, pour répondre aux exigences de l'Organisation, proportionnellement à l'échelle, à l'intensité et au risque engendré. Lorsque de tels services n'existent pas localement, l'Organisation doit œuvrer raisonnablement pour contribuer à leur mise en place.
Mots clés
Réhabilitation infrastructures sociales, développement local, RCA, Réserve Spéciale de Dzanga-Sangha
Résumé de l'intervention
Les APDS sont un complexe d'Aires Protégées en République Centrafricaine à haute valeur de biodiversité et sont inscrit au Patrimoine de l'Humanité. Récemment, le Gouvernement Centrafricain a décidé de reprendre l'exploitation forestière, dans la Réserve spéciale de Dzanga Sangha, en attribuant deux permis forestiers (PEA n° 189 et n° 190), respectivement aux entreprises SINFOCAM et STBC. Cependant, les permis PEA sont voisins, voire frontalier aux deux parcs nationaux (Ndoki et de Dzanga). Il s'agit donc d'une exploitation forestière en zone

<sup>1</sup>

Thématique principale	Thématique secondaire	Thématique tertiaire
-----------------------	-----------------------	----------------------

sensible, et, il est d'ores et déjà certain que ces deux nouveaux permis pourrait attirer de la main d'œuvre et leurs familles, pouvant modifier considérablement la pression sur la zone et de besoin infrastructurels additionnels. Dans le cadre d'un ensemble d'appuis du PPECF offerts aux concessionnaires forestiers de la zone des APDS, notamment à SINFOCAM, attributaire du PEA 190, plusieurs interventions ont été menées, visant à réduire les impacts de l'exploitation forestière notamment sur la faune et les populations riveraines de cette zone. La présente mission, initiée par le gestionnaire du PPECF, suite à une mission de terrain à Bayanga et la rencontre du missionnaire Thomas MARTENSSON en janvier 2016, a été réalisée en mars 2016 et avait pour but d'identifier des infrastructures sociales pouvant être réhabilitées dans les environs de Bayanga.

Les TdR de la mission précisait :

- proposer des critères de sélection, en accord avec les Administrations concernées (Ministères) pour prioriser les réhabilitations ;
- effectuer un état des lieux des infrastructures sociales (écoles, forages, dispensaires) afin de s'assurer du niveau de dégradation actuel des bâtiments ;
- produire une check-list de réhabilitation (le cas échéant de construction) et des pré-devis estimatifs pour chaque type de bâtiment à réhabiliter (ou à construire), tenant compte des plans existants et des besoins futurs des populations ;
- examiner la situation des fonctionnaires (agents de santé, enseignants, agents de l'Administration territoriale) présents sur la zone et faire des recommandations pour :
  - ✓ améliorer l'efficacité des services sociaux ou d'encadrement de la population (besoins en formations et/ou équipements) ;
  - ✓ favoriser le redéploiement de fonctionnaires qui auraient, le cas échéant, quitté leur poste ;
- étudier la possibilité de réinsérer et de réintégrer dans la vie active, des jeunes désœuvrés (les femmes aussi et plus généralement les groupes vulnérables) qui, à la faveur de travaux de réhabilitation à haute intensité de main d'œuvre, et favoriser ainsi, la sortie de crise en RCA;
- identifier les synergies possibles avec d'autres Programmes en cours ou à venir (AFD, PNUD, etc.).

Ainsi la mission du consultant s'est déployé du 05 mars 2016 au 06 avril 2016 sur 56 sites dans un périmètre de moins de 25km autour du site industriel de la SINFOCAM rattaché au PEA190, et a permis de dresser une liste de projets infrastructurels en termes de réhabilitation ou de nouvelles constructions, et de présenter une description détaillée des travaux à faire et une évaluation des coûts, assorti de plan-types pour chaque catégorie d'infrastructure, l'emplacement de chaque projet a été également identifié au travers des cartes actualisées et une description supplémentaire de chaque communauté (soit une douzaine) a été réalisée. Le sentiment général du consultant est que la réhabilitation/création des points d'eau potable demeure la priorité, ce d'autant plus qu'un grand nombre de décès serait dû à l'eau.

#### **Commentaires**

L'idée du gestionnaire était, à travers la réhabilitation d'infrastructures sociales (écoles, forages, dispensaires, bâtiments administratifs, primes de retour des fonctionnaires, etc.) dans les villages riverains du PEA 190 et à bonne distance du parc, de réduire la pression humaine sur le parc. Le financement devrait être réalisé par la coopération allemande et devait servir à la fois à revaloriser l'image des APDS auprès des populations et comme contrepoids dans les négociations de l'aménagement de l'ACP. La KfW n'ayant pas suivi ce raisonnement, le projet a été vendu à SINFOCAM comme outil pour déposer une demande d'appui financier au PDRSO pour la réhabilitation des infrastructures sociales dans la partie Nord du PEA. Plutôt que de déterminer les critères de sélection pour prioriser les réhabilitations en collaboration avec les administrations concernées, le consultant a priorisé les réhabilitations sur base des infos obtenus des chefs de villages et les villageois rencontrés.

#### **Principaux produits livrés, résultats enregistrés et impacts observés depuis l'intervention**

- rapport complet d'une vingtaine de pages ;
- une liste de projets infrastructurels en termes de réhabilitation ou de nouvelles constructions pour un ensemble de 56 sites (avec budget).

#### **Utilité des résultats de l'intervention pour le bénéficiaire**

- l'intervention a permis d'identifier de façon précise les besoins de réhabilitations infrastructurelles dans plusieurs villages autour du PEA 190 ;
- certaines données pourront alimenter les études d'impact environnemental et social du PEA 190, en cours de réalisation par le bureau TERA ;
- en dehors des problèmes purement infrastructurels, le consultant relève d'autres difficultés qui mériteraient une attention tout aussi particulière, notamment l'absence de personnel sanitaire qualifié dans les centres de santé étatiques : il est recommandé de développer des partenariats avec les missions religieuses (notamment catholique), qui sont assez bien outillées et disposent de personnels bien formés ; il en est de même pour le

<p>personnel enseignant. Des réflexions doivent être menées pour la sédentarisation des enseignants qualifiés.</p>
<p><b>Utilité des résultats de l'intervention pour une autre structure / un autre concessionnaire</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les villages concernés par l'étude ne sont non seulement des villages riverains au PEA 190 mais sont également des villages se trouvant dans la Réserve Spéciale de Dzanga-Sangha et le paysage TNS. Les projets identifiées peuvent servir aux APDS pour mieux cibler leur stratégie en matière de développement local ;</li> <li>▪ les villages et sites les plus à l'ouest sont également riverains au PEA 189 et les données pourraient également servir à la rédaction de l'EIE du PEA 189.</li> </ul>
<p><b>Utilité des résultats de l'intervention pour les partenaires techniques et financiers</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ le rapport d'étude présente une liste très précise des besoins/priorités infrastructurels de la zone, assortie des estimations en terme de coûts et de volume de travail, qui pourront orienter les choix de différents partenaires qui appuient le développement de la zone (AFD ; GIZ ; KFW/PPECF/COMIFAC).</li> </ul>
<p><b>Leçons apprises / conseils / sujets à approfondir en phase II</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ le consultant a, de par son background, seulement mentionné les synergies possibles avec les structures religieuses. Aucune donnée n'a été récoltée/mentionnée par le consultant quant aux planifications et mise en œuvre de projets ou d'affectation de personnel par les différents ministères (Santé, éducation, travaux publics, ...) dans la zone.</li> <li>▪ le consultant a délibérément choisi de ne pas impliquer l'administration dans la définition des critères de sélection pour prioriser les infrastructures à réhabiliter. Cette non-implication de l'administration depuis l'identification de l'appui a le grand inconvénient que les administrations ne se sentent pas concernées et qu'en cas de besoin d'affectation de personnel (fonctionnaires) qualifié il fasse trainer les dossiers ;</li> <li>▪ une <b>estimation des besoins de réhabilitation des infrastructures sociales est importante</b>, et il est bien qu'elle soit réalisée par quelqu'un qui connaisse bien la zone et les populations qui s'y trouvent. <b>Cependant, il faudrait intégrer dans l'équipe le responsable social des APDS et le responsable social de SINFOCAM puis informer de manière régulière les autorités administratives</b> (avant, pendant et après la mission) de l'avancement de l'étude. Le prestataire doit impérativement prendre connaissance des plans stratégiques et plans d'action des différents Ministères concernés et d'autres projets/programmes (dans ce cas précis, le PACEBCo met en œuvre des microprojets dans la zone de Bayanga) avant d'aller sur le terrain. Une telle mission aurait <b>mieux été réalisée en préparation à l'EIES selon un plan de collecte convenu avec le prestataire de l'EIES dans tous les villages riverains du PEA</b>. Il est dangereux de créer des attentes à travers le déploiement d'enquêteurs et experts indépendant sur le terrain qui ne peuvent pas être satisfaites dans certains villages et de ne pas consulter les autres villages ou du moins leur expliquer pourquoi on ne vient pas les consulter. <b>Une telle étude doit donc impérativement être accompagné d'une campagne d'information organisée par les acteurs principaux (concessionnaire, APDS).</b></li> </ul>
<p><b>Documentation disponible sur le site web <a href="http://www.ppecf-comifac.com">www.ppecf-comifac.com</a></b></p> <p> <a href="#">TdR C113</a></p> <p> <a href="#">Rapport final « Analyse des opportunités de réhabilitation des infrastructures sociales dans le PEA 190 »</a></p>
<p><b>Autres documents en relation avec cette étude sur le site web <a href="http://www.ppecf-comifac.com">www.ppecf-comifac.com</a></b></p> <p> <a href="#">Rapport Étude socio-économique de la base vie SFID Mbang (C001)</a></p> <p> <a href="#">Sécurité alimentaire des bases-vie : étude de cas CIB &amp; ROUGIER Mokabi (C038)</a></p> <p> <a href="#">Réhabilitation du parc de logement des salariés de Mbang - Base vie SFID Cameroun (C039)</a></p> <p> <a href="#">Consentement Libre et Informé au Préalable (CLIP) et cartographie participative dans l'UFA Ngombé (C069)</a></p> <p> <a href="#">Étude de faisabilité de la mise en place d'un système de microcrédit sur le site de Djoum (C074)</a></p> <p> <a href="#">Renforcement des capacités des organes de concertation (CPF) et CSPA autour des UFA 00-003, 09-025 et 09-029 (C092)</a></p> <p> <a href="#">Etudes socio-économique et socio- anthropologique des UFA 00-003 et 09-029 (C093)</a></p> <p> <a href="#">Etude d'Impact environnemental du PEA 190 dans les APDS (TdR C117)</a></p>